



**MINISTÈRE
DES SPORTS,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service de l'action administrative
et des moyens**

**Direction des
sports**

95 avenue de
France 75013
PARIS

et

Secrétariat général

**Sous-direction des
achats**

Bureau de la
stratégie et de
l'ingénierie des
achats

SAAM – Achats B1

61-65 rue Dutot
75732 Paris Cedex
15

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

Procédure n° MEN-SG-MPA-25046

Objet : Réalisation d'une étude d'analyse de la contribution de la pratique féminine du sport à l'économie du secteur et d'identification des leviers d'accroissement de la valorisation de cette dernière pour le compte du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE	4
3.1/ Allotissement	4
3.2/ Forme et montant du marché	4
3.3/ Procédure	4
ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	5
ARTICLE 5/ NATURE ET ETENDUE DE LA PRESTATION	5
5.1/ Contexte, enjeux et objectifs de l'étude	5
5.1.1/ Contexte et enjeux	5
5.1.2/ Objectifs de l'étude et livrables	6
5.2/ Pilotage des prestations	7
5.2.1/ Comité technique (COTECH)	7
5.2.2/ Comité de pilotage	7
ARTICLE 6/ LIVRABLES ET OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION	9
6.1/ Délais d'exécution et livrables	9
6.2/ Opérations de vérification – Réception des livrables	9
ARTICLE 7/ PROPRIETE INTELLECTUELLE	10
ARTICLE 8/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
ARTICLE 9/ CONDUITE DES PRESTATIONS	11
9.1/ Interlocuteur désigné par le ministère	12
9.2/ Interlocuteur désigné par le titulaire	12
9.3/ Respect des principes de laïcité et de neutralité	13
ARTICLE 10/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	13
ARTICLE 11/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	14
ARTICLE 12/ PENALITES	15
12.1/ Pénalités de retard	15
12.2/ Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	15
12.3/ Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévus dans les documents contractuels	15
12.4/ Pénalités pour non-respect de la clause de laïcité et de neutralité	15
ARTICLE 13/ PRIX DU MARCHE	15

13.1/ Contenu des prix	15
13.2/ Forme des prix.....	16
13.3/ Actualisation des prix	16
ARTICLE 14/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION	16
14.1/ Facturation	16
14.2/ Délais de paiement.....	17
14.3/ Avance.....	17
14.4/ Cession ou nantissement des créances	17
ARTICLE 15/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	18
15.1/ Assurance	18
15.2/ Justificatifs sociaux	18
15.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché	18
15.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire	18
15.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	18
ARTICLE 16/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE.....	19
ARTICLE 17/ RESILIATION	19
ARTICLE 18/ SOUS-TRAITANCE.....	19
ARTICLE 19/ DIFFERENDS ET LITIGES	20
ARTICLE 20/ DEROGATIONS	20

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) :

- le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative (MSJVA) est désigné sous l'appellation « le ministère » ;
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désignée sous l'appellation « le titulaire ».

PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Au sein du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative, la direction des sports définit la stratégie nationale de l'État dans le champ du sport et met en œuvre les priorités ministérielles, notamment :

- le développement de la place des activités physiques et sportives dans la société, à des fins de santé, d'éducation et d'émancipation, d'insertion professionnelle, de mixité, d'inclusion, d'insertion et d'intégration sociale et d'attractivité des territoires ;
- la transition écologique du sport et la sobriété ;
- la sécurité du cadre de pratique des activités sportives ;
- l'amélioration de la performance sportive et du sport de haut niveau ;
- l'adaptation de l'encadrement du sport aux nouveaux enjeux et besoins, à travers l'évolution de l'offre et la professionnalisation des acteurs ;
- l'accompagnement des acteurs dans le cadre de la nouvelle gouvernance territoriale.

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude pour établir un diagnostic objectif de la situation de l'économie du sport féminin, analyser la contribution de la pratique féminine du sport à l'économie du secteur et identifier les freins et leviers au développement économique du secteur, pour le compte du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- l'acte d'engagement et son annexe portant « décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) » ;
- le Cahier des Clauses Particulières, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE

3.1/ Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

3.2/ Forme et montant du marché

Le présent marché prend la forme d'un marché simple.

3.3/ Procédure

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles L. 2123-1-1° et R. 2123-1-1° du Code de la commande publique (montant du marché strictement inférieur à 143 000 € HT).

ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché prend effet à sa date de notification et prend fin à la validation du service fait par le ministère suite à la réalisation de la restitution publique de l'étude par le titulaire.

La durée du marché est de 8 mois.

La durée de réalisation de l'étude est de 6 mois.

Le calendrier proposé par le titulaire, dans les limites des durées indiquées ci-dessus, devient contractuel au moment de la notification. Si le dépassement de ces délais trouve son origine dans le retard causé par l'administration ou le retard dans les vérifications par le ministère, le délai d'exécution est prolongé d'autant.

ARTICLE 5/ NATURE ET ETENDUE DE LA PRESTATION

Le présent marché a pour objet d'établir un diagnostic objectif de la situation de l'économie du sport féminin et d'identifier les freins et leviers au développement économique du secteur, pour le compte du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

5.1/ Contexte, enjeux et objectifs de l'étude

5.1.1/ Contexte et enjeux

A l'heure où la pratique sportive féminine se massifie et se diversifie, les travaux mesurant le poids économique du sport féminin se font encore rares. A l'exception d'une étude commandée par La Française des Jeux en 2017¹, l'analyse quantitative de l'économie du sport féminin n'a jamais réellement été effectuée.

Pourtant, même si les inégalités de pratique se réduisent (en 2022 59% des femmes ont pratiqué régulièrement une activité sportive contre 62% des hommes)², elles perdurent malgré les politiques publiques initiées. En effet, entre 2021 et 2023, le nombre de licenciées dans les fédérations sportives a progressé de 8,9%, contre 6,5% pour les hommes. En 2024, 68% des femmes déclaraient pratiquer un sport au moins occasionnellement contre 73% des hommes, un chiffre en constante augmentation. Cette massification de la pratique sportive féminine est en partie due à l'augmentation de la part des financements dédiés spécifiquement à ce secteur et notamment grâce au « plan 5 000 équipements Génération 2024 » qui s'inscrit dans cette dynamique en déployant des infrastructures pensées pour favoriser la pratique féminine : équipements sportifs ouverts aux associations engagées pour le sport féminin, conventions d'animation dédiées, matériels sportifs favorisant la mixité, etc.

En outre, la médiatisation du sport féminin tend à croître, même si des écarts importants perdurent. La mise en place du fonds de soutien à la production audiovisuelle opérée par l'Agence nationale du sport (ANS), la modification du décret sur les événements d'importance majeure destinée à faciliter la diffusion gratuite d'événements emblématiques, l'opération « Sport Féminin Toujours » lancée par le Ministère avec l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) visant à renforcer la présence du sport féminin dans les médias, sont autant d'avancées qui font écho à une progression de l'intérêt du public pour le sport féminin (54% de l'ensemble des Français et 72% des amateurs de sport déclarent suivre des compétitions féminines).

En dépit de ces tendances favorables de développement d'une offre et d'une demande croissantes, il apparaît, de façon parcellaire et non consolidée, que leur traduction économique (budget des structures, dépenses publicitaires, contrats de sponsoring, droits télévisuels, rémunération des sportives) demeure encore très significativement en retrait, en termes de valorisation de celle des pratiques masculines.

Conscients des enjeux économiques et de santé publique entourant le sport féminin, l'ensemble de l'écosystème considère nécessaire de mieux documenter la situation de l'économie du sport féminin, les freins à son développement et les perspectives de croissance, sous toutes ses dimensions.

Dès lors, la réalisation d'une étude portant spécifiquement sur ce sujet et intégrant l'ensemble des composantes de cette économie (pratique licenciée, encadrée ou non, compétitive et de haut niveau ;

¹ Le sport féminin, FDJ/CDES, août 2017 : <https://cdes.fr/2017/09/01/le-sport-feminin/>

² Les chiffres clés du sport 2023 – Pratiques sportives selon le sexe : https://injep.fr/tableau_bord/les-chiffres-cles-du-sport-2023-pratiques-sportives-selon-le-sexe/

consommation d'articles de sport ; modèle économique et structure de recettes des structures associatives et commerciales dédiées ; valorisation publicitaire, contrats de sponsoring et marché des droits de diffusion...) paraît essentielle pour établir un diagnostic objectif de la situation de ce marché.

5.1.2/ Objectifs de l'étude et livrables

L'étude présente cinq objectifs :

- réaliser et présenter une revue des différentes publications et données consacrées au secteur économique du sport féminin ;
- établir un panorama de la situation économique de la pratique sportive féminine, selon ses différents niveaux (loisir, compétitive, haut niveau, élite), assorti d'une proposition d'éléments objectifs (indicateurs) permettant de suivre ce secteur sur la durée ;
- détailler les modèles économiques des structures d'encadrement de pratique existants en analysant les principales sources de revenus (subventions, cotisations et licences, recettes commerciales, droits de diffusion etc.) ;
- identifier les freins à lever et les leviers à mettre en place pour accélérer le développement économique de ce secteur, en guidant l'action publique à travers la dissémination de bonnes pratiques ou l'évolution, le cas échéant, des cadres juridiques ;
- formuler des recommandations.

La présente étude doit ainsi mettre en œuvre les **cinq phases** suivantes :

1. Réaliser un état des publications et des productions de données en matière d'économie du sport féminin

Il s'agit de réaliser une revue de littérature des publications consacrées en tout ou partie sur le secteur économique du sport féminin, mais aussi de préciser et d'évaluer l'accessibilité des données sur la thématique, leur fréquence et leur précision, voire leur fiabilité.

Cette revue doit intégrer une approche comparée permettant de disposer de données sur la situation française, mais également dans des pays étrangers, susceptibles d'évaluer la conformité ou la spécificité des réalités observables en France.

2. Proposer des indicateurs-clés suivi du secteur de l'économie du sport féminin

Le prestataire doit proposer et établir une série d'indicateurs-clés susceptibles de constituer une base de suivi longitudinale de ce secteur et des marchés afférents.

Les analyses doivent être pensées dans un objectif de pérennisation ultérieure de l'étude, sous la forme d'un baromètre bisannuel, supposant l'identification de données répliquables et significatives pour l'action des décideurs publics, des acteurs économiques (entreprises du secteur sport, investisseurs...) et du mouvement sportif, que le ministère se réserve de mettre en place à l'avenir.

3. Analyser les modèles économiques des structures d'encadrement de la pratique

La présente étude doit permettre de mieux comprendre les différents modèles économiques sur lesquels repose l'économie du sport féminin en France, tant en termes de pratique de haut niveau, de compétition et de loisir que de consommation, en définissant ces derniers et en étudiant leurs fonctionnements et leurs évolutions. Elle doit également dresser une cartographie des différentes parties prenantes de ce secteur.

L'évolution du marché du sport féminin, les évolutions sociétales ainsi que l'impact des mesures incitatives mises en place par les pouvoirs publics, doivent faire partie intégrante de cette phase.

Le titulaire veille, lors de son échantillonnage, à diversifier la taille des structures sélectionnées, leurs moyens et les activités sportives concernées, qu'il s'agisse du sport de haut niveau que de la pratique de loisir.

Le prestataire veille également à mener son investigation auprès d'un nombre suffisant d'acteurs afin de présenter des résultats représentatifs.

Dans le prolongement de cette analyse et des éléments collectés dans le cadre de la première phase, un exercice de parangonnage est réalisé afin de comparer les forces et les faiblesses du secteur économique du sport féminin français par rapport à ses principaux concurrents étrangers.

4. Identifier les freins à lever et les leviers à mettre en place pour pérenniser l'économie du sport féminin

À partir du travail d'analyse réalisé, le titulaire produit un document permettant l'identification des freins à lever et des leviers à mettre en place pour accélérer le développement de l'économie du sport féminin.

Les freins et des leviers à actionner sont identifiés par le titulaire suite à une analyse qualitative et approfondie en se basant, notamment, sur les outils suivants :

- une série d'entretiens ;
- des analyses comparatives avec des cas d'usages dans d'autres pays étrangers jugés pertinents. Les avantages et les bonnes pratiques de ces derniers doivent être mises en avant par l'étude (modèle de développement des compétences, offre structurée et facilement identifiable, infrastructures, etc.) ;
- une analyse prospective.

5. Formuler des recommandations

Le titulaire du marché propose des recommandations concrètes visant à agir simultanément sur les freins et les moteurs du développement économique du secteur.

Les recommandations pourront notamment porter sur l'action que tant les pouvoirs publics que les acteurs privés peuvent conduire en matière :

- d'encadrement juridique des activités ;
- d'évolution organisationnelle et de la gouvernance ;
- de soutien au développement économique du secteur ;
- d'accompagnement de l'innovation.

5.2/ Pilotage des prestations

Dans le cadre du présent marché, des échanges réguliers entre le titulaire et le ministère ont lieu dans le cadre de l'exécution et du suivi des prestations décrites.

Pour les réunions en présentiel, elles se déroulent dans les locaux du ministère situés 95 avenue de France dans le 13ème arrondissement de Paris ou dans les autres implantations du ministère en région parisienne.

5.2.1/ Comité technique (COTECH)

Un **comité technique (COTECH)** est constitué pour le suivi technique des prestations. Il est composé des membres concernés de l'équipe projet du prestataire dédiés à la mission et des représentants des services du ministère dont le bureau de l'économie du sport.

Les réunions du comité technique sont **hebdomadaires** et ont lieu à distance par visioconférence. A titre exceptionnel, elles peuvent avoir lieu au sein des locaux du ministère en présentiel.

Les réunions du COTECH avec le titulaire portent sur le suivi de l'avancée des prestations réalisées et l'élaboration des livrables. Un court relevé de décisions et des observations du ministère est rédigé par le titulaire du marché et communiqué au référent du ministère dans un délai maximum de deux jours ouvrés à compter de la date de chaque réunion, par courriel électronique.

5.2.2/ Comité de pilotage

La réalisation de l'étude est suivie par un **comité de pilotage (COPIL)** composé notamment de représentants de l'administration centrale du ministère, de la Direction générale des entreprises (Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique), de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), de l'Observatoire national du sport et l'équipe du titulaire. D'autres participants, représentants d'institutions ou personnalités qualifiées, peuvent être invités lors des présentations des travaux.

Les réunions du COPIL ont lieu en présentiel en principe ou, en cas d'empêchement, en hybride.

Les comptes-rendus du comité de pilotage sont établis par le titulaire. Ils sont transmis au ministère dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la date de chaque réunion.

Les réunions envisagées du COPIL avec le titulaire sont les suivantes :

a) Initialisation du marché

Dans les cinq jours ouvrés suivant la notification du marché, le prestataire participe à une réunion d'initialisation avec le comité de pilotage du marché ; cette réunion a lieu, de préférence, en présentielle. Cette réunion permet de réaliser le cadrage de l'étude.

Au cours de cette réunion, le titulaire présente notamment :

- la méthodologie retenue pour chacune des phases de réalisation de la prestation retraçant les quatre premiers axes de l'étude ;
- le mode et le calendrier d'organisation ;
- les membres de l'équipe projet et/ou des intervenants dédiés aux prestations ;
- les modalités de transmission de l'état d'avancement de l'étude et notamment l'outil de *reporting* de son activité tout au long du déroulement de l'étude, destinée à informer la direction des sports de l'avancée des travaux, indépendamment des réunions du comité de pilotage ;
- l'initialisation de l'axe relatif aux publications et aux productions de données.

Le compte-rendu de la réunion d'initialisation du marché est établi par le titulaire. Il est transmis au ministère dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la date de la réunion.

b) Validation des résultats intermédiaires et préparation des phases suivantes

A la fin de la première, la deuxième, la troisième et de la quatrième phase, une réunion de COPIL (donc 4) a lieu associant *a minima* les parties au contrat.

Ces réunions ont pour objet de :

- présenter les résultats intermédiaires recueillis lors de la phase qui précède ;
- présenter la phase à mettre en œuvre ;
- reformuler les attentes et les objectifs, présenter la méthodologie retenue et préciser le planning de réalisation de chaque phase.

Les dates de réunion du comité de pilotage sont fixées par le ministère et notifiées au titulaire au plus tard 15 jours calendaires avant la date de chaque réunion.

Le titulaire envoie le support de réunion de façon dématérialisée au plus tard 5 jours ouvrés avant le COPIL.

Le prestataire doit tenir compte des observations formulées lors des réunions avec le COPIL afin de les intégrer dans le document définitif qui est remis au ministère.

Les comptes-rendus du comité de pilotage sont établis par le titulaire. Ils sont transmis au ministère dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la date de chaque réunion.

c) Présentation des résultats finaux de l'étude

La période maximum pour la finalisation des résultats finaux et leur présentation devant le COPIL est de 6 mois à compter de la notification du marché et un mois maximum après la présentation des résultats intermédiaires de la dernière phase. Si le dépassement de ces délais trouve son origine dans le retard causé par l'administration ou le retard dans les vérifications par le ministère, le délai d'exécution est prolongé d'autant.

Le titulaire envoie 5 jours ouvrés avant la date de la réunion les livrables finaux suivants :

- un **tableau des indicateurs** présentés à la fin de l'étude (format Excel) ;
- un **dossier relatif à la méthodologie** (format au choix) ;
- **l'étude complète** (format électronique Word/PDF) et ses annexes, illustrations, bibliographie, webographie ;
- une **synthèse de l'étude** disponible sous forme de « leaflet » (format électronique Word/PDF) et facilement communicable auprès de la presse, du grand public ;

- une **infographie** mettant en valeur les chiffres principaux, les grandes tendances et les principales conclusions qui se dégagent ;
- un **support de présentation** de l'étude au ministère (format Powerpoint/PDF).

Le compte-rendu est établi par le titulaire. Il est transmis au ministère dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la date de la réunion de présentation des livrables.

5.2.3/ Restitution publique de l'étude

Le titulaire effectue une **restitution publique de l'étude**, sur la base du support de présentation présenté lors du dernier COPIL et des supports de synthèse de communication à l'appui de celle-ci, dans les **deux mois maximum après la date de livraison** des livrables. La date est fixée par le ministère.

ARTICLE 6/ LIVRABLES ET OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION

6.1/ Délais d'exécution et livrables

Le calendrier proposé par le candidat, dans les limites des durées maximum (cf. article 4 du présent CCP), devient contractuel au moment de la notification. Si le dépassement de ces délais trouve son origine dans le retard causé par l'administration ou le retard des vérifications par le ministère, le délai d'exécution est prolongé d'autant.

Le titulaire remet les livrables suivants dans les délais précisés ci-dessous :

Livrables	Délai maximum de production des documents	Délai maximum de vérifications du ministère	Délai maximum de corrections éventuelles du titulaire
Comptes-rendus des réunions du COPIL	5 jours ouvrés à compter de la réunion	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés
Relevé de décisions et des observations des réunions hebdomadaire avec le comité technique	2 jours ouvrés	3 jours ouvrés	2 jours ouvrés
Livrables intermédiaires et support de réunion remis en amont de chaque COPIL	5 jours ouvrés avant la présentation des livrables au COPIL	5 jours ouvrés après la présentation des livrables à compter du COPIL	5 jours ouvrés à compter de la demande du ministère
Livrables finaux (se reporter à l'article 5.2.2 c)	5 jours ouvrés avant la réunion	5 jours ouvrés après la présentation des livrables	5 jours ouvrés à compter de la demande du ministère

Tout dépassement de délai sera passible des pénalités de retard prévues à l'article 12.1 du CCP.

6.2/ Opérations de vérification – Réception des livrables

Les opérations de vérification pour la constatation des prestations portent sur les livrables suivants :

- résultats intermédiaires présentés à chaque COPIL (cf. art. 5.1.2 du présent, selon les phases) ;
- résultats finaux présentés au COPIL (cf. art. 5.1.2 du présent, selon la phase) ;
- présentation des résultats de l'étude lors d'une restitution publique (cf. art. 5.2.3, c) du présent).

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives ont pour objet de permettre à l'acheteur de valider la forme, le contenu et la qualité des produits livrés.

Le titulaire remet les livrables dans le délai indiqué dans la colonne « délai maximum de vérifications des livrables ». Un premier échange écrit entre le titulaire et le ministère a lieu ainsi que pendant les réunions de présentation. Le délai de vérification commence à courir à compter de l'envoi des documents ou des

documents avec les éventuelles corrections, à l'issue des réunions prévues. Si le ministère l'estime nécessaire, un nouvel échange sur les documents peut avoir lieu dans les délais indiqués ci-dessus.

Après le délai de vérification des livrables, le ministère peut décider :

- soit d'ajourner les prestations : le titulaire dispose à nouveau du nombre de jours indiqué dans la colonne « délai de correction éventuelle » pour corriger les livrables et les transmettre de nouveau au ministère ;
- soit de résilier le marché, conformément à l'article 17 du CCP ;
- soit d'admettre les prestations ; le ministère établit un procès-verbal d'admission ;
- soit de rejeter totalement ou partiellement les prestations.

Le ministère établit un procès-verbal d'admission lorsque l'ensemble des prestations prévues est approuvé.

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique. Le présent CCP déroge ainsi à l'article 30 du CCAG/PI.

Par dérogation à l'article 28 et 29 du CCAG-PI, les prestations relatives à la présentation des résultats de l'étude lors d'une restitution publique font l'objet d'une constatation du service fait. Cette constatation du service fait vaut admission des prestations.

ARTICLE 7/ PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les sources et documents communiqués par le ministère au titulaire du présent marché demeurent la propriété exclusive de l'administration. Le ministère en conserve la propriété pleine et entière. Le titulaire utilise les données fournies par le ministère dans la seule optique des travaux prévus dans le cadre du présent marché et s'engage par écrit à les restituer à la fin des travaux et à ne garder aucune trace des données.

Le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au ministère.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché sur tous les livrables décrits au présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au ministère les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans le cadre du présent marché, sur l'ensemble des documents remis par le titulaire ou ses sous-traitants éventuels, le ministère dispose des droits attachés à la propriété intellectuelle et se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent document, quels que soient les supports, la destination, sans limite de temps et de lieu autre que celle prévu par le code de la propriété intellectuelle.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire ou ses sous-traitants éventuels pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au ministère ou à des tiers.

Le titulaire garantit au ministère le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du ministère.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui demeure propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.

ARTICLE 8/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour l'ensemble de la prestation objet de la commande, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts, et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCP.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCP.

De la même manière, le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

ARTICLE 9/ CONDUITE DES PRESTATIONS

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites. Le titulaire aura notamment accès à l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à sa mission.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

9.1/ Interlocuteur désigné par le ministère

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-PI au plus tard 5 jours ouvrés après la date de notification du marché, le ministère désigne un chef de projet, dit « chef de projet du ministère », qui assurera le suivi de l'exécution du marché et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire.

Le ministère indique au titulaire la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du ministère.

9.2/ Interlocuteur désigné par le titulaire

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un chef de projet ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché, dit « chef de projet du titulaire ». Ce chef de projet a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur privilégié du ministère.

9.2.1/ Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un chef de projet de remplacement.

En cas de changement de chef de projet ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans un délai correspondant aux 10 premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

9.2.2/ Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti, le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI sous dix (10) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité est appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 12.1 du présent document.

9.3/ Respect des principes de laïcité et de neutralité

Le présent marché confie au titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent marché respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique au ministère chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis au ministère en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Il informe sans délai le ministère des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le ministère peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le ministère le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le ministère se réserve le droit :

- de prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- d'appliquer au titulaire, une pénalité forfaitaire de 500 euros par jour jusqu'à cessation du manquement puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

ARTICLE 10/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

En matière de confidentialité et de protection des données personnelles, l'article 5.1 du CCAG-PI s'applique ainsi que l'annexe n°1 au présent document sur la protection des données à caractère personnel. Le non-respect de cette clause est sanctionné par les pénalités prévues à l'article 14.2 ci-dessous.

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du ministère, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché. Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du présent marché. Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le ministère. Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le ministère s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tel dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article.

Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le titulaire au ministère.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

ARTICLE 11/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de la réalisation de l'étude et du diagnostic objet du présent marché, le titulaire du marché s'engage à minimiser l'impact environnemental de ses activités et à démontrer son engagement en faveur du développement durable. Cette clause s'aligne sur les priorités des ministères chargés de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, ainsi que sur les exigences du Code de la commande publique.

Engagements du titulaire

Minimisation de l'impact environnemental des prestations

Le titulaire s'engage à garantir un impact environnemental minimal tout en respectant les exigences de qualité, de délais et de performance des prestations. À cet effet, il devra :

- **Dématérialisation des échanges** : Privilégier les échanges par voie numérique (visioconférences, audioconférences, courriels) pour limiter les déplacements et les impressions. Les comptes-rendus et livrables seront fournis en format numérique par défaut, sauf demande expresse du ministère.
- **Gestion responsable des impressions** : En cas d'impression indispensable (courriers, rapports), utiliser exclusivement :
 - Du papier recyclé multifonction, 100 % issu de fibres récupérées, sans blanchiment au chlore, avec une blancheur minimale de 145 CIE et portant un label environnemental (Écolabel européen, Ange Bleu ou équivalent).
 - Des enveloppes en papier recyclé avec des caractéristiques similaires.
 - Des encres végétales ou à faible impact environnemental.
- **Optimisation des déplacements** :
 - Favoriser les transports en commun, notamment le train, pour au moins 80 % des trajets longue distance, sauf justification exceptionnelle.
 - Limiter les déplacements en avion aux cas strictement justifiés, avec un rapport annuel précisant leur nombre et leur impact carbone.
 - Encourager le covoiturage, le vélo ou les déplacements à pied pour les trajets courts.

Reporting

Le titulaire devra fournir, dans les 3 mois suivant la notification du marché, un plan d'action environnemental détaillant les mesures prévues pour respecter cette clause.

ARTICLE 12/ PENALITES

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat. Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

12.1/ Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le ministère se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable et sans invitation préalable de présenter ses observations, une pénalité dont le montant est de :

150 euros par jour ouvré de retard

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 6 du présent CCP et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, la somme des pénalités de retard est plafonnée à 20% du montant total forfaitaire.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, passé un délai de deux mois de retard, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

12.2/ Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de non-respect des conditions et obligations de sécurité ou de confidentialité prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable et sans invitation préalable de présenter ses observations, une pénalité de 500 euros par manquement.

12.3/ Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévus dans les documents contractuels

En cas de non-respect des conditions et obligations prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable et sans invitation préalable de présenter ses observations, une pénalité de 200 euros par manquement.

12.4/ Pénalités pour non-respect de la clause de laïcité et de neutralité

Le titulaire encourt dans le cadre de l'application de la clause de laïcité et de neutralité prévue à l'article 10.1.3 du présent CCP une pénalité forfaitaire de 500 euros par jour puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

ARTICLE 13/ PRIX DU MARCHE

13.1/ Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

13.2/ Forme des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire, conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

13.3/ Actualisation des prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée d'exécution du marché.

Conformément aux articles R. 2112-10 et R. 2112-11 du Code de la commande publique, le prix sera actualisé selon la formule ci-après, si un délai supérieur à trois (3) mois s'est écoulé entre la date limite de réception des offres après négociation, et la date de début d'exécution des prestations (date de notification du marché).

La formule d'actualisation du prix est la suivante :

$$P = P_0 [I_{m-3} / I_0]$$

P = prix actualisé

P₀ = prix initial

I_{m-3} = Valeur de l'indice de référence trois mois avant la date de début d'exécution des prestations. Par exemple : si la date de début d'exécution est le 20 avril, le ministère se base sur la valeur de l'index pour le mois de janvier.

I₀ = valeur de l'indice au mois de limite de réception des offres, ou des offres négociées.

L'indice utilisé « I » = Indice Syntec, <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur. Le prix actualisé est arrondi à deux décimales.

Le calcul d'actualisation du prix est réalisé à l'initiative du titulaire.

Un mois au plus tard à compter de la date de notification du marché, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au ministère comportant la formule de calcul, le taux applicable ainsi que la DPGF au format .xls ou .xlsx actualisée sur la base du taux retenu, à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr.

Le ministère dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date d'envoi du mail, sur la boîte mail fonctionnelle du ministère, comportant le prix actualisé pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, le prix actualisé est réputé accepté.

ARTICLE 14/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

14.1/ Facturation

Le règlement de la prestation s'effectue conformément aux indications de prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

La facturation s'opère, selon les modalités suivantes :

- 100 % des montants (correspondants à ces phases selon la DPGF) à l'admission de l'ensemble des résultats intermédiaires des phases 1, 2 et 3 présentés au COPIL.
- 100 % du montant (correspondant à ces phases selon la DPGF) à l'admission des résultats finaux présentés au COPIL.
- 100 % du montant (correspondants à ces phases selon la DPGF) après la constatation du service fait pour la présentation des résultats de l'étude lors de la restitution publique.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du service émetteur ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- les références du bon de commande ;
- le récapitulatif des prestations ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

14.2/ Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

14.3/ Avance

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 30 % du montant initial du marché est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80 % du montant initial du marché au titre duquel est accordée cette avance.

14.4/ Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 15/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

15.1/ Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

15.2/ Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 17 du présent CCP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

15.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché

15.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer, son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

15.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;

- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 16/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes-rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 17/ RESILIATION

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En plus des cas prévus à l'article 39.2 du CCAG-PI, le marché peut être résilié sans mise en demeure dans les cas suivants :

- dans le cadre des opérations de vérification, le ministère peut résilier le marché après analyse des corrections ;
- à défaut de désignation d'un intervenant, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué au CCP, le marché peut être résilié ;
- en cas de non-respect de la clause concernant les principes de laïcité et de neutralité, le ministère peut prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ou en cas de manquement persistant, prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- à compter de deux mois de retard dans l'exécution des prestations, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables au ministère.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-PI, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas où le titulaire déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements ou lorsqu'il ne s'en acquitterait pas après mise en demeure renouvelée et restée sans effet et dans les cas visés au chapitre 7 du CCAG-PI, le ministère se réserve le droit de résilier le présent marché.

ARTICLE 18/ SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 19/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal compétent.

ARTICLE 20/ DEROGATIONS

Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 6	Opérations de vérification – Réception des livrables	Article 30
Article 7	Propriété intellectuelle	Article 35
Article 9	Conduite des prestations	Articles 3.3 et 3.4.3
Article 12	Pénalités	Articles 14.1, 14.1.2, 14.1.3, 14.2, et 39.2
Article 15.1	Assurance	Article 9.2
Article 17	Résiliation	Article 39.2